

Le Journal du droit des jeunes
et
le Département des recyclages en droit
des Facultés universitaires Saint-Louis

Les enfants l'aide sociale

Actes de la journée d'études du jeudi 18 septembre 2003



asbl
Jeunesse
et droit

Journal
du DROIT des JEUNES



FACULTÉS UNIVERSITAIRES

Table des matières

Vous avez dit «recyclages... en droit»	3
<i>par Pierre Jadoul</i>	
L'enfant au travers de l'aide sociale	7
<i>par Philippe Versailles</i>	
1. - L'enfant titulaire du droit à l'aide sociale	8
2. - La dignité humaine de l'enfant, entre les missions légales du CPAS et les responsabilités des parents	11
3. - L'enfant dans sa famille	17
4. - De la dignité humaine à la dignité familiale	22
5. - Les besoins provoqués par la présence des enfants	27
6. - Les catégories du revenu d'intégration	36
7. - La compétence territoriale	44
8. - En guise de conclusion : parents pauvres... pauvres parents	44
Entre mission légale et contraintes budgétaires : la place de l'enfant dans la pratique des CPAS	47
<i>par Anne Herscovici</i>	
1. - Un fil conducteur : le respect de la dignité humaine	47
2. - Une absence pesante : le financement	48
3. - Accroissement des missions des CPAS et paupérisation croissante	49
4. - Une épée de Damoclès : l'équilibre des budgets communaux	49
5. - L'aide sociale aux enfants	51

L'effectivité des droits sociaux fondamentaux de l'enfant : le contentieux de l'aide sociale aux étrangers en séjour illégal comme paradigme	59	Tute
<i>par Sébastien Van Drooghenbroeck</i>		
Introduction	59	1. -
1. - Les données du problème : l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale	61	2. -
2. - Place Royale locuta, causa finita ?	66	3. -
3. - L'applicabilité de la CIDE aux enfants étrangers en séjour illégal	76	4. -
4. - L'effet direct de la Convention sur les droits de l'enfant : l'état – incertain – de la jurisprudence	79	Un e
5. - Retour sur la doctrine de l'applicabilité directe	83	1. -
6. - L'effet de standstill : une voie encore insuffisamment explorée	98	2. -
7. - L'arrêt de la Cour d'arbitrage du 22 juillet 2003	103	3. -
Conclusions	109	4. -
L'intérêt de l'enfant : slogan ou réalité ?	113	5. -
<i>par Pierre Lambillon</i>		C.P.
1. - Introduction : objet et méthodologie	113	1. -
2. - Les décisions commentées	116	2. -
3. - L'arrêt 106/2003 du 22 juillet 2003 de la Cour d'arbitrage	151	3. -
4. - L'intérêt de l'enfant : slogan ou réalité ?	155	4. -
La tutelle des mineurs dévolue aux centres publics d'aide sociale (art. 63 à 68 de la loi du 8 juillet 1976)	161	5. -
<i>par Steve Gilson</i>		6. -
Introduction	161	7. -
1. - L'aide sociale et la tutelle	164	8. -
2. - Le C.P.A.S. compétent territorialement pour exercer une tutelle sur l'enfant : lieu du domicile ou lieu de la résidence ?	171	Con
3. - Les cas d'ouverture de la tutelle des C.P.A.S.	172	cont
4. - Les modes d'ouverture de la tutelle des CPAS : une nécessaire désignation par le juge de paix ou une tutelle ouverte de plein droit ? ..	175	1.
5. - La désignation du tuteur et du subrogé tuteur au sein des C.P.A.S. : comment concilier le caractère obligatoire de la mission légale des C.P.A.S. et le caractère volontaire de la tutelle ?	178	2. 1
6. - Le fonctionnement de la tutelle des C.P.A.S. : une tutelle sui generis autonome par rapport aux règles de droit civil ?	182	3. 1
7. - La mission du tuteur	185	4. 1
8. - La responsabilité du tuteur	189	5. 1
9. - La fin de la tutelle	191	6. 1
Conclusion	192	7. 1

Les enfants et l'aide sociale

Tutelle des mineurs	193
<i>par Cécile Guillot</i>	
1. - Présentation du service d'aide à l'enfance	193
2. - Tutelle des mineurs	194
3. - Cas concrets	195
4. - Conclusions	199
Un exemple de pratique de la tutelle par un CPAS	201
<i>Mme Delcambre</i>	
1. - Brève présentation du Service jeunesse	202
2. - Organisation de la tutelle	202
3. - Type et nombre de tutelles organisées par notre centre	203
4. - Quelques illustrations du travail accompli	203
5. - Conclusions	209
C.P.A.S. OU S.A.J. : Sortir de l'impasse ?	211
<i>par Jean-François Funck</i>	
1. - Philosophie du décret du 4 mars 1991	211
2. - La pratique du décret du 4 mars 1991	213
3. - Les solutions judiciaires aux conflits S.A.J. / C.P.A.S.	216
4. - L'impossible distinction entre aide générale et aide spécialisée	218
5. - Aide spécialisée, complémentaire, subsidiaire, supplétive : une terminologie vide	219
6. - Mettre fin au principe de «subsidiarité»	221
7. - Solutions et perspectives	224
8. - Conclusions	228
Conflit de (in)compétence entre les S.A.J. et les C.P.A.S.:	
contribution au débat	231
<i>par Benoît Van Keirsbilck</i>	
1. Introduction	231
2. Un conflit qui n'aurait jamais dû être	233
3. La genèse du litige	234
4. Rôles et fonctions respectifs	236
5. Aide spécialisée ?	238
6. Les problèmes périphériques	241
7. Quelques pistes de solution	243

Les enfants
et l'aide sociale

Conclusions - Les enfants, l'aide sociale et le jeu «Gagarine»	245
<i>par Jacques Fierens</i>	
1. - Tensions entre les acteurs	247
2. - Tensions entre les logiques juridiques	250
3. - Tensions entre les concepts	251
4. - Les articulations du droit à rude épreuve	253
Postface - Aide sociale pour les enfants en séjour illégal : un enterrement de première classe	255
<i>par Benoît Van Keirsbilck</i>	
Table des matières	259

Les enfants et l'aide sociale

Actes de la journée d'études du jeudi 18 septembre 2003

Pour la première fois, une journée d'étude entière est consacrée aux enfants et l'aide sociale. Ce prisme est original. Il a l'avantage de rappeler que les dispositifs de lutte contre la pauvreté, parmi lesquels figurent en bonne place les aides accordées par les centres publics d'action sociale s'adressent aussi aux enfants (souvent les principales victimes de la précarité), de préférence à travers leurs familles.

Les enfants, souvent très peu visibles dans nos politiques et réglementations, doivent être au centre des préoccupations. Les traités internationaux auxquels la Belgique est partie nous le rappellent à suffisance. Pourtant, il y a souvent loin de la coupe aux lèvres. Les contributions des différents intervenants, de très grande qualité sur le plan doctrinal et humain, sont là pour l'illustrer.

Elles abordent tous les aspects de la question : les enfants dans l'ensemble de la réglementation de l'aide sociale, le recours à la Convention des droits de l'enfant et l'application de celle-ci dans le droit interne, la tutelle dévolue aux CPAS, les conflits entre les CPAS et le secteur de l'aide à la jeunesse. L'aspect théorique est bien sûr très présent. Mais l'approche pratique, concrète et l'application des principes et réglementations n'ont pas été oubliées.

* * *

Les lecteurs qui voudront accéder à une jurisprudence récente et régulièrement mise à jour en la matière peuvent utilement consulter les sites du Centre «Centre Interdisciplinaire Droits Fondamentaux et Lien Social» des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur (<http://www.fundp.ac.be/recherche/unites/fr/9099.html>) ou du S.P.F. Intégration Sociale Lutte contre la Pauvreté et Economie Sociale; l'étude «Le minimum de moyens d'existence et l'aide sociale à travers la jurisprudence de l'année 2002» y est publié (<http://socialassistance.fgov.be>). Une jurisprudence récente et régulièrement actualisée est également publiée dans la banque de données du site des Services droit des jeunes (www.sdj.be).



FACULTÉS UNIVERSITAIRES



Journal
DROIT JEUNES

12, rue Ch. Steenebruggen - BE-4020 Liège

ISBN 2-930176-06-7



9 782930 176062